

L'émergence du néofascisme en santé publique



[Source : anthropo-logiques.org]

Par Jean-Dominique Michel

Je republie ici un texte paru sur le site du Brownstone Institute, une des sources où paraissent des contenus pertinents et non assujettis à la propagande crapuleuse qui a colonisé l'entier des médias « mainstream ».

Ceux-ci sont parvenus, avec une idéologie et des moyens totalitaires faits de désinformation, de calomnie et de harcèlement (comme nous l'avons développé précédemment), à imposer une pensée unique fallacieuse et criminelle. Ils ont intoxiqué les populations avec un narratif soigneusement ciselé mais qui est une insulte à la réalité et à l'intelligence.

Alors que les meilleurs experts au monde (par milliers) n'ont cessé de dénoncer les décisions destructrices et absurdes qui ont été prises, quand en avons-nous lu quoi que ce soit dans ces médias ?

Martin Kulldorf, épidémiologiste et professeur émérite de santé publique de l'Université de Harvard, a bien résumé la situation aux États-Unis, la même chose devant être dite ici :

Après avoir supervisé le pire fiasco de l'histoire en matière de santé publique, poussé à la fermeture des écoles, ignoré les dommages collatéraux et l'immunité naturelle, mal protégé les personnes âgées, etc., il est troublant que Fauci soit toujours à la tête du NIAID (organisme responsable de la gestion des épidémies, NdT).

Quand avez-vous lu dans les colonnes de Heidi News du Temps, de Libé ou du Monde, ou entendu sur les plateaux de la RTS, de BFM ou de la RTBF que la plupart des meilleurs spécialistes en santé publique s'opposaient avec fermeté aux mesures débiles qui nous été imposées comme les confinements, le port du masque ou l'imposition d'injections géniques hasardeuses et expérimentales à la population tout entière ?!

Nulle part et jamais, tant ces organes de « presse » ne sont plus que des propagandistes sans scrupules d'un agenda fasciste et qui n'a accessoirement jamais rien eu à voir avec la santé publique. Voici par exemple ce que rappelle le Dr Gemma Aherane maintenant qu'aux États-Unis, un début de reconnaissance commence à se manifester quant à la nocivité des confinements :

Maintenant que les médias mainstream commencent à reconnaître les dommages complexes produits par les confinements, pouvons-nous s'il vous plaît nous souvenir que les experts qui ont été exprimé des réticences ont été harcelés et ont vu leurs conditions d'existence menacées. Ils ont été ostracisés, salis et ridiculisés. Ne l'oublions pas.

N'oublions en effet pas qu'ici, ce sont des gens comme Bertrand Kiefer, Serge Michel, Stéphane Benoît Godet, Claude Ansermoz, Alexis Favre et bien d'autres ainsi que des émissions comme Mise au Point et Temps Présent qui se sont chargés de manière zélée de cette sale besogne, en collusion avec les « experts » véreux de nos hôpitaux universitaires.

C'est donc avec conviction que je publie ici cette tribune du Dr David Bell, médecin en santé publique ayant travaillé pour l'OMS, portant sur l'abjection littéralement fasciste qui s'est emparée des politiques de santé publique sous l'action conjuguée des politiciens, des autorités médicales, des fonctionnaires (comme les lamentables « médecins cantonaux ») et des médias.

À bon entendeur...

L'émergence du néofascisme dans la santé publique

Par David Bell

Le fascisme est l'art de cacher la vérité derrière une façade de vertu saine. Il est, vraisemblablement, aussi vieux que l'humanité. Mussolini lui a simplement donné un nom – en cachant ses idées autoritaires derrière l'assèchement des marécages, la rénovation des villages, les enfants à l'école et les trains à l'heure. L'image du nazisme dans les années 1930 n'était pas celle de vitres brisées et de vieillards battus dans la rue, mais celle de jeunes souriants et heureux travaillant ensemble en plein air pour reconstruire le pays.

[Ndlr : le fascisme repose techniquement sur une alliance de l'État et

des corporations privées, comme ce que l'on voit de plus en plus de nos jours avec le « PPP » ou « partenariat public-privé ».]

Il est dangereux de coller de telles étiquettes à l'époque actuelle, car elles sont porteuses d'un lourd bagage, mais cela permet aussi de déterminer si le bagage actuel que nous avons cru progressiste est en réalité régressif. Ces jeunes gens souriants et heureux des années 1930 étaient en fait formés aux arts de l'autosatisfaction, du dénigrement des idées fausses et de l'obéissance collective. Ils savaient qu'ils avaient raison et que le problème venait de l'autre camp. Cela vous est-il familier ?

Les changements sociétaux de ces deux dernières années ont été définis et dirigés par la « santé publique ». Il est donc juste de chercher des analogies avec la santé publique dans le passé pour aider à comprendre ce qui se passe, quels en sont les moteurs et où ils pourraient mener. Nous avons vu nos professions de santé publique et les associations qui les représentent appeler à la discrimination active et à la coercition sur le choix médical. Ils ont plaidé en faveur de politiques qui appauvrissent les autres, tout en maintenant leurs propres salaires, en contrôlant la vie familiale normale et même en dictant la façon dont les gens peuvent faire le deuil de leurs morts.

Des hôpitaux ont refusé des transplantations à des personnes qui avaient fait des choix médicaux sans rapport avec l'hôpital et que celui-ci n'appréciait pas. Je les ai vus refuser à une famille l'accès à un proche mourant jusqu'à ce qu'il accepte des injections qu'il ne voulait pas, puis autoriser un accès immédiat, confirmant ainsi que ce n'était pas l'immunité, mais la conformité, qui était recherchée.

Nous avons tous vu d'éminents professionnels de la santé vilipender et dénigrer publiquement des collègues qui cherchaient à réaffirmer des principes sur lesquels nous avons tous été formés : absence de coercition, consentement éclairé et non-discrimination. Plutôt que de faire passer les gens en premier, un collègue professionnel m'a informé, lors d'une discussion sur les preuves et l'éthique, que le rôle des médecins de santé publique était d'appliquer les instructions du gouvernement. Obéissance collective.

Ces mesures ont été justifiées par le « plus grand bien » – un terme indéfini car aucun gouvernement défendant ce discours n'a, en deux ans, publié de données claires sur les coûts et les avantages démontrant que le « bien » est plus grand que le mal. Cependant, le décompte réel, bien qu'important, n'est pas la question. Le « plus grand bien » est devenu une raison pour les professions de santé publique d'annuler le concept de la primauté des droits individuels.

Ils ont décidé que la discrimination, la stigmatisation et la suppression des minorités étaient acceptables pour « protéger » une majorité. C'est ce qu'était, et est toujours, le fascisme. Et ceux qui ont promu des slogans tels que « la pandémie des non-vaccinés » ou « personne n'est en sécurité tant que tous ne le sont pas » connaissent l'intention et les résultats

potentiels de la désignation de boucs émissaires pour les minorités.

Ils savent aussi, grâce à l'histoire, que la nature fallacieuse de ces déclarations n'empêche pas leur impact. Le fascisme est l'ennemi de la vérité, et jamais son serviteur.

Le but de cet article est de suggérer que nous appelions un chat un chat. Que nous disions les choses telles qu'elles sont, que nous disions la vérité. Les vaccins sont des produits pharmaceutiques dont les avantages et les risques varient, tout comme les arbres sont des objets en bois avec des feuilles. Ce sont les personnes qui ont des droits sur leur propre corps, et non les médecins ou les gouvernements, dans toute société qui considère que toutes les personnes ont une valeur égale et intrinsèque.

La stigmatisation, la discrimination et l'exclusion sur la base de choix de soins de santé, que ce soit pour le VIH, le cancer ou le COVID-19, est une erreur. Exclure et vilipender des collègues pour des opinions divergentes sur l'utilisation de médicaments sûrs est arrogant. Dénoncer ceux qui refusent de suivre des ordres contraires à l'éthique et à la morale est dangereux.

Suivre aveuglément les diktats des gouvernements et des entreprises simplement pour se conformer au « groupe » n'a rien à voir avec la santé publique éthique. Tout cela a plus en commun avec les idéologies fascistes du siècle dernier qu'avec ce qui était enseigné dans les cours de santé publique que j'ai suivis. Si c'est la société que nous souhaitons développer aujourd'hui, nous devons le dire ouvertement et ne pas nous cacher derrière des façades de fausse vertu comme « l'équité vaccinale » ou « tous dans le même bateau ».

Ne nous laissons pas enfermer dans les subtilités politiques de la « gauche » et de la « droite ». Les dirigeants des deux principaux régimes fascistes d'Europe des années 30 étaient issus de la « gauche ». Ils s'appuyaient fortement sur les concepts de santé publique du « plus grand bien » pour éliminer les penseurs inférieurs et les non-conformistes.

Notre situation actuelle appelle à l'introspection, pas à la partisanerie. En tant que profession, nous nous sommes conformés aux directives visant à discriminer, stigmatiser et exclure, tout en brouillant les exigences en matière de consentement éclairé. Nous avons contribué à supprimer les droits humains fondamentaux – à l'autonomie corporelle, à l'éducation, au travail, à la vie familiale, à la circulation et aux déplacements. Nous avons suivi les autoritaires des entreprises, en ignorant leurs conflits d'intérêts et en les enrichissant alors que notre public s'appauvissait. La santé publique n'a pas réussi à mettre les gens aux commandes et est devenue le porte-parole d'une petite minorité riche et puissante.

Nous pouvons continuer sur cette voie, et cela finira probablement comme la dernière fois, sauf peut-être sans les armées des autres pour renverser la monstruosité que nous avons soutenue.

Où nous pouvons trouver l'humilité, nous rappeler que la santé publique doit être au service du peuple et non l'instrument de ceux qui cherchent à le contrôler, et éliminer le monstre de notre milieu. Si nous ne soutenons pas le fascisme, nous pouvons cesser d'être son instrument. Nous pourrions y parvenir simplement en suivant l'éthique et les principes fondamentaux sur lesquels reposent nos professions.

David Bell, chercheur senior du Brownstone Institute, est un médecin de santé publique basé aux États-Unis. Après avoir travaillé en médecine interne et en santé publique en Australie et au Royaume-Uni, il a travaillé à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en tant que chef de programme pour le paludisme et les maladies fébriles à la Foundation for Innovative New Diagnostics (FIND) à Genève, et en tant que directeur des technologies de santé mondiale à Intellectual Ventures Global Good Fund à Bellevue, aux États-Unis. Il est consultant en biotechnologie et en santé mondiale. MBBS, MTH, PhD, FAFPHM, FRCP

- Pour lire l'article original en anglais : [cliquer ici](#).